

Premier test social

« **L**e bonimenteur est de retour ! » C'est ce que beaucoup d'entre nous ont dû penser en entendant, la veille du jour de l'an, Chirac blablater lors de ses vœux « nous sommes sur la bonne voie et je demande au Gouvernement de continuer et d'amplifier ses efforts ». Pour qui en aurait douté, la feuille de route chiracienne fleure bon son lot de mensonges, comme lorsque le Président a appelé à « poursuivre la hausse du SMIC et soutenir le pouvoir d'achat », mais, surtout, elle annonce clairement la poursuite et même l'intensification de la contre-révolution libérale, autour de deux axes :

- **multiplier les cadeaux au patronat**, ce qui, en langage présidentiel se dit « poursuivre la baisse des charges, encourager l'investissement en mettant en œuvre la réforme de la taxe professionnelle, développer la concurrence, etc... »

- **baisser le coût du travail**, notamment par le chantage à l'emploi et aux délocalisations.

Pour la Droite et le MEDEF, trois chantiers apparaissent prioritaires :

- **limiter la hausse des salaires**. Dans ce domaine, l'Etat donne le La avec la décision du ministre de la Fonction Publique de limiter à 1% pour 2005 la progression des salaires des fonctionnaires, tandis que sous prétexte de « ramener vers l'activité les allocataires de minima sociaux », (remarquons que le président de la République a choisi sciemment le terme d'activité à celui d'emploi), la loi dite de cohésion sociale favorise l'introduction d'un sous-SMIC.

- **s'attaquer aux aspects du Code du travail les plus protecteurs** pour les salariés, notamment en matière de temps de travail, de modulation du temps de travail et de licenciement, privatiser les services publics marchands en aidant à « développer la concu-

rence » (après France Télécom, la SNCF, EDF et la Poste)

- **et réduire à terme les fonctions de l'Etat** à « celles qui ont pour objet d'assurer son intégrité territoriale », formulation figurant dans le projet de Constitution européenne.

Pour y réussir, la Droite et le MEDEF comptent toujours sur la vague cumulative des échecs des mobilisations sociales, depuis la réforme des retraites, en passant par la protection sociale et les 35 heures, et sur leur lot de démoralisation. Et, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'aucune démonstration n'a été faite, depuis la rentrée de septembre, d'une réelle volonté de s'y opposer.

Plusieurs journées nationales d'actions intersyndicales sont annoncées courant janvier : à La Poste le 18, puis à la SNCF le 19, et dans la Fonction Publique le 20. Cet émiettement ne nous paraît pas être la meilleure façon de redonner confiance aux salariés dans leurs propres mobilisations. Ni d'imposer des reculs au Gouvernement et au patronat.

A l'instar de ce qui a été réalisé en novembre dernier en Italie, les Alternatifs estiment souhaitable et nécessaire un appel intersyndical à une journée interprofessionnelle de grève et de manifestations contre la politique gouvernementale et les attaques du MEDEF, pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et de services publics.

Alors que faire les 18, 19 et 20 janvier ?

Un nouvel échec de ces journées d'action ne renforcerait que nos adversaires et ceux, dans le mouvement syndical, qui freinent des quatre fers pour ne pas appeler à une véritable riposte unitaire et interprofessionnelle. Il est donc nécessaire que ces journées se traduisent par des manifestations et une participation à la grève significatifs. Oui, il

est nécessaire que l'ensemble des fonctionnaires et les salariés de droit privé des services publics - de plus en plus nombreux - se mobilisent ensemble pour exiger le maintien intégral du pouvoir d'achat et la revalorisation des salaires.

L'organisation d'assemblées de personnel pour préparer ces journées, la tenue d'AG de grévistes des différents services publics le jeudi 20 janvier peuvent aider à mettre en commun les vécus et expériences spécifiques et, surtout, à réfléchir ensemble aux initiatives susceptibles de sortir le monde du travail de son atonie actuelle en retrouvant le chemin de la mobilisation interprofessionnelle reconductible.

Débattre publiquement du contenu du projet de Constitution européenne

Dans ces débats, les Alternatifs articuleront inlassablement les nécessités de s'opposer à la politique de régression sociale de Chirac-Raffarin et de dire non au projet de Constitution européenne, car tous deux sont issus des mêmes matrices libérales. C'est en nous attachant à faire connaître le contenu même du projet de Constitution, à faire qu'il soit publiquement débattu, notamment sur les lieux de travail, que nous pourrions faire mordre la poussière à ses laudateurs libéraux, et à leurs variantes écolo-libérale et social-libérale. Et ouvrir la voie à une renégociation de la construction européenne notamment autour des objectifs, totalement absents des textes du projet, de droit à l'emploi et au revenu et de défense et promotion des services publics.

En ce sens, la réussite de la manifestation européenne du 19 mars prochain à Bruxelles doit être, sans attendre et pour chacune et chacun de nous, une priorité absolue. ■

François PRENEAU

Pour une reprise autogestionnaire de l'usine

Décembre 2003 - inondations à Arles, le site local de l'entreprise Lustucru-riz est très touché, le redémarrage des activités se fait attendre, et, après trois mois de chômage technique, les salariés décident d'occuper l'usine. Fin mars 2004 ils reçoivent une lettre du groupe Panzani, propriétaire de l'entreprise Lustucru, annonçant la fermeture du site.

L'occupation s'organise, jour et nuit, par équipes de 5/6 personnes. Un groupe d'ouvriers décide de préparer le redémarrage de la production sous forme de SCOP, des contacts sont pris et un projet mis en forme.

La solidarité s'organise, même des touristes durant l'été passent voir les salariés en lutte. Lors de l'Université d'été d'ATTAC, nous allons en «manif» leur apporter notre soutien actif.

La CGT, largement majoritaire, est active et reprend l'idée de la SCOP, les syndicats FO et la CFTC sont également présents mais très minoritaires dans l'entreprise.

Très vite, on constate que l'information circule peu. Les élus d'Arles votent une motion de solidarité, les diverses instances pouvant intervenir en vue d'une issue au conflit (Préfecture, Conseil Régional, Conseil Général, CCI) – tiennent une table ronde et se déclarent prêtes à soutenir le redémarrage de l'usine sous réserve que Panzani cède l'usine à la commune d'Arles, qui elle-même la donnera à la SCOP.

Courant Novembre 2004, un Collectif de soutien est créé. Il regroupe de nombreuses associations, des syndicats et organisations politiques, dont les Alternatifs. Des rencontres ont lieu avec l'équipe qui occupe les locaux.

Lors des réunions du Collectif, nous constatons l'hégémonie de la CGT dans les débats et les décisions. J'interviens plusieurs fois pour solliciter des interventions du seul «Lustucru» présent, mais sa parole est toujours «confisquée» par le responsable de l'UL. Cette inquiétude existe aussi dans le manque de lien entre le Collectif et les Lustucru et sur la «reprise» du projet de SCOP.

A la fin du mois de décembre, un coup de téléphone au Maire d'Arles, annonce que Panzani céderait l'usine à la ville. L'enjeu est désormais le redémarrage de l'entreprise sous le contrôle effectif des salariés, et non en leur nom.

Le mois de janvier sera décisif. ■

Janie ARNEGUY

Péril en

Quinze ans après le naufrage de l'Exxon Valdez, une nouvelle catastrophe maritime¹ est venue perturber le littoral américain, menaçant l'équilibre de la réserve maritime d'Alaska. Depuis la catastrophe de l'Erika, les galettes de fioul lourd noient l'espoir d'une nouvelle politique de la mer en asphyxiant nos côtes alors que les terriens boivent la tasse (conséquences du Fipol²).

Malgré les mesures drastiques de contrôle de la traversée des eaux américaines, un vraquier de 225 mètres de long chargé de soja et de 1,7 million de litres de pétrole, s'est disloqué quand il s'est échoué sur l'île d'Unalaska (et ses récifs) dans l'archipel des Aléoutiennes. Six personnes, des marins évacués du bâtiment, ont disparu : quatre Indiens, un Chinois et un Philippin enrôlés vraisemblablement par des négriers. Le navire pourtant récent (1997) avait été certifié apte à la navigation par l'*American Bureau of Shipping*, la firme qui avait certifié le *Prestige* (!). Les îles de la région sinistrée abritent de nombreuses espèces menacées (Eiders à lunette, Loutres de mer, Albatros à queue courte, Otaries de Steller, etc.), la marée noire pourrait être la plus grave dans la région depuis 1989.

Navigation dans les eaux troubles du profit, négligence et ignorance des risques écologiques et humains

Aujourd'hui, la mer est devenue dépendante du péril en terre : les 2/3 de la pollution marine viennent de la terre. La terre polluée bien plus que les océans ne souillent les côtes.

Et combien de marées noires masquent des dégazages et déballastages sauvages (pollutions dix fois supérieures) ?

Ressource raréfiée et sacrifiée au nom du libéralisme sauvage, le poisson devenu cher n'en est pas pour autant sain.

Elevé, il est nourri aux antibiotiques (voire antidépresseurs) et enrichi de graisses multiples pour alourdir la balance du vendeur, mettant en danger la pêche traditionnelle ou côtière plus respectueuse (le poisson de ligne est à privilégier).

Métaux lourds, mercure et plomb, la chaîne alimentaire traduit les excès d'absorption de substances dangereuses pour le consommateur lui-même. Les poissons de fond et plats sont les plus exposés, en Baltique (mer la plus polluée) le poisson est fortement déconseillé aux femmes enceintes.

Les fleuves déversent des flots de pesticides, nitrates, phosphates, ammonium et autres engrais (issus du productivisme agricole). Les interdictions de consommation de coquillages (pêche à pied) sont de plus en plus fréquentes.

Les marées noires aujourd'hui prennent des couleurs rou-

mer/SOS Terre

geâtres ou vertes, Ifremer ne sait plus où donner de la tête (des toxines amnésiantes ASP sont relevées en novembre.2004 dans les coquilles Saint-Jacques), les cas d'intoxication et d'hépatite A se multiplient.

A ce bilan sanitaire vient s'ajouter le réchauffement climatique global (et des océans naturellement) qui perturbe les écosystèmes (10 cm d'hauteur eau en moyenne en plus au cours du siècle), certaines îles du Pacifique⁴ ont la tête sous l'eau.

Nouvelle bouée capitalistique, le tourisme joue avec l'exploitation outrancière de nos côtes après avoir modifié le paysage et les milieux naturels ; les eaux de baignade perdent en qualité, elles sont devenues acceptables (traduit l'été par « bonnes »). Avec la pression démographique, le développement exponentiel du tourisme, les communes littorales accueillent 10% de la population, 40% des touristes sur 4% du territoire. La Méditerranée, surfréquentée, voit sa sécurité diminuer; ailleurs les poubelles nucléaires s'amoncellent, les espaces océaniques sont devenues des décharges publiques, le plutonium poursuit son cap.

De même, les barrages hydrauliques modifient les migrations des espèces, les mangroves reculent singulièrement aux quatre coins du monde et les massifs coralliens s'érodent inexorablement. Enfin la pêche intensive partage son lot de responsabilités (la taille légale des espèces est diminuée régulièrement et ce, malgré un tonnage en recul). La recherche du profit à court terme ajoutée à la mécanisation (souvent destructrice d'emplois, de faune et flore) menacent l'avenir de la pêche. « *Sur 60 espèces pêchées régulièrement, 40 sont en danger⁵* ».

La question du développement durable n'effleure pas les industriels de la pêche. L'interventionnisme européen

est régulièrement combattu par la profession. Le trafic maritime intense et les activités des terriens menacent durablement l'équilibre des océans. Jusqu'à quand ?

Prévention (contrôles) et répression (amendes conséquentes et dissuasives) pour faire échec aux pollueurs, formation et protection sociale du personnel « à bord », le champ maritime se doit d'être respecté par l'espèce humaine, soutenu par une pédagogie environnementale.

Protection du littoral, éducation dans les clubs de voile, les actions se développent cependant par le biais associatif pour préserver notre Mer, mais si il est facile de crier au loup (requin) les mesures politiques nécessaires sont loin de suivre, et es sauvages du capitalisme rôdent ici et là, nous noyant dans le tourbillon des dérèglementations. Le combat pour la mer, contre la pollution et pour la sécurité est vital pour les générations futures. A défaut, nous vivrons un destin maritime tragique qui attendra, en vain, une éclaircie au royaume du « *grand bleu* », Celle-ci viendra-t-elle des balises d'une Europe unifiée contre les pirates ?

Allo ici la mer, à vous la terre... ■

Gwel@n

1- Un cargo, le *Selendang Ayu*, pavillon malaisien échoué en mer de Béring le 10/12/04.

La Malaisie (déroit de Malacca) se singularise aujourd'hui pour être le paradis des pirates ... et des guerrilleros indonésiens (détournement de bateaux et conflit d'Atjeh)

2- Fonds d'Indemnisation des victimes des marées noires (*Erika & Prestige*)

3- Institut Français de la Mer

4- les archipels de Mélanésie et en particulier Tuvalu (déplacement de population prévu)

5- *Les voyous de la mer* C.Buchet éd. Ramsay

Tsunamis et grains de riz

Solidarité internationale, téléthon planétaire, des milliers de victimes, la catastrophe humaine ne doit pas pour autant masquer la tragédie environnementale liée à l'explosion urbanistique et touristique du Sud Est asiatique. Architecture galopante, destruction des milieux naturels (mangroves, lagons...), mal-développement, la facture est lourde écologiquement et pour les populations locales. Car pauvreté rime ici avec déficit d'équipement et de prévention des risques.

Pas de dispositif d'alerte, les états asiatiques dans l'océan Indien préfèrent investir dans la faune touristique. Après le déluge, quelle reconstruction, ou iront les aides promises ?

La vague monumentale n'a pas fait de différence entre le touriste fortuné ou le couple modeste en voyage de noces sur son transat et la femme de chambre payée 60 € par mois, le paysan riziculteur ou le pauvre pêcheur, il n'y a aucune égalité entre les survivants. Les premiers bénéficient d'une assistance aussi rapide et efficace que possible : centres d'hébergement, charters spéciaux, médecins et psychologues dépêchés en urgence, spécialistes de l'identification des corps. Dans le Tiers monde, c'est l'abandon, le dénuement et les menaces (épidémies et famine). A coup d'euros remis à une ONG on ne pourra empêcher la terre meurtrie de se manifester.

Récoltes dévastées et conséquences sociales dramatiques, quelques grains de riz dans un océan de malheur. ■

Euro fort ? Et alors ?

Ainsi tous nos malheurs viennent de la baisse du dollar et de la force de l'euro ? A peine sortions nous du marasme que la baisse du dollar nous empêche de profiter de la reprise mondiale et nous replonge dans l'atonie ? Soyons sérieux!

La reprise a lieu aux Etats-Unis, en Angleterre, en Asie, en Amérique latine. Il y a quand même bien une raison à l'exception de la zone euro. C'est qu'aux Etats-Unis et en Angleterre les gouvernements ont dynamisé l'économie par le biais de budgets déficitaires.

Dans la zone euro c'est l'inverse, les austères budgets gouvernementaux freinent (ce que les économistes appellent une impulsion budgétaire négative). C'est pourquoi, depuis trois ans, les Etats-Unis ont une croissance trois fois plus importante que la nôtre, et l'Angleterre deux fois. Tel est le résultat des contraintes budgétaires de Maastricht et de la politique monétaire de la Banque centrale européenne.

A en croire les théories actuelles la baisse de l'euro entre 1999 et 2003 (avec un creux de perte de valeur de 30%) aurait dû favoriser les exportations et la croissance. Il n'en a rien été. Ce qui n'a rien d'étonnant car les exportations de la zone euro représentent un volume cinq à six fois moindre que celui de son marché intérieur. C'est le marché intérieur qui joue un rôle essentiel dans la croissance. On le voit bien avec les succès à l'exportation de l'Allemagne mais l'extrême faiblesse de sa croissance (inférieure à celle, déjà faible, de la France) consécutive aux rigueurs salariales et à l'insuffisance de la consommation intérieure.

Bridier le marché intérieur pour favoriser les exportations est une hérésie économique et sociale. D'autant plus que la zone euro a un commerce international largement excédentaire. Nous ne ferons pas l'injure à nos gouvernants et à ceux de la BCE de les prendre pour des ignares. Il y a donc bien une raison qui justifie des politiques aussi aberrantes.

Le modèle socio-économique européen, alors assez protecteur des salariés et de leurs intérêts, s'est construit sur un rapport de forces en France, sur une culture de compromis et des syndicats forts en Allemagne. Or les acquis sociaux et leur défense sont un frein aux bénéfices exigés par le capital financier. Pour s'affranchir de ces contraintes il est nécessaire de casser la combativité des salariés. Le chômage atteint au mieux cet objectif en les contraignant à accepter tout et n'importe quoi plutôt que d'être chômeurs et sans ressources. Les politiques restrictives des gouvernements et de la BCE maintiennent volontairement un volant important de chômage pour faire pression sur les salariés ce qui permet la rentabilité des capitaux investis de l'ordre de 10 à 15% exigée par le marché financier international. La faiblesse du dollar n'a rien à y voir.

La suprématie du Dollar menacée

Non seulement l'euro fort n'a rien à voir concernant l'atonie de notre marché intérieur mais il représente au contraire l'occasion unique de déloger le dollar de son hégémonie. S'est-on interrogé pour savoir comment les Etats-Unis peuvent financer leur considérable double déficit, budgétaire et commercial, alors que les Américains ont le plus faible taux d'épargne de tous les pays développés ? C'est très simple. Le reste de la planète leur fournit chaque jour ouvrable les 3 milliards de dollars dont ils ont besoins pour combler leurs déficits. Les ménages américains sont les plus endettés parmi les pays développés. En d'autres termes l'Etat, comme les ménages, vivent au-dessus de leurs moyens grâce à l'apport de l'argent étranger.

Mais cette situation est peut-être en train de changer. Jusqu'à maintenant le dollar servait de réserve aux banques centrales de tous les pays. Le dollar a remplacé leurs réserves d'or depuis les accords de Bretton Woods en 1944. Il a aussi pour avantage d'être la principale monnaie des échanges mondiaux et aussi de rapporter de l'argent car les banques centrales le détiennent sous

forme de bons du trésor américain qui procurent des intérêts. Double avantage pour les Etats-Unis qui finançaient à la fois leurs déficits commercial et budgétaire. Mais la chute du dollar signifie une perte de valeur des réserves des banques centrales. Et comme cette chute semble loin d'être terminée la Chine, l'Inde, l'Iran, l'Arabie saoudite et d'autres pays asiatiques, pour ne parler que d'eux mais ce sont les plus importants détenteurs de dollars de la planète, ont commencé à diversifier leurs devises au profit de l'euro et la banque centrale russe s'appête à le faire. C'est une des raisons de la force de l'euro.

Que va-t-il se passer dès lors que les autres pays ne financeront plus les déficits américains ? Les Etats-Unis seront obligés de relever de façon très importante leurs taux d'intérêt pour attirer à nouveau les capitaux étrangers. Cela aura d'importantes conséquences sur leur économie. D'abord cela renchérit le service de leur dette. Mais le phénomène jouera aussi au niveau des ménages américains, très endettés, qui paieront plus d'intérêts et qui emprunteront plus cher. La consommation baissera, donc la croissance.

Les Etats-Unis seront soumis à la rigueur économique. Ils ne vivront plus au-dessus de leurs moyens et perdront les avantages de leur hégémonie.

Mais c'est le contraire que risquent de choisir les dirigeants européens. A l'heure où ces lignes sont écrites des pourparlers sont en cours entre l'Europe et le Japon pour acheter massivement du dollar sur les marchés financiers et freiner sa chute. Ce qui revient à financer les déficits des Etats-Unis (et leurs dépenses de guerre) et conforter leur hégémonie.

Il ne sert à rien de contrer politiquement l'impérialisme américain et de le soutenir financièrement alors qu'il viole les lois les plus élémentaires des équilibres économiques (ne pas dépenser plus que l'on gagne). ■

Pierre GUGUENHEIM

De la casse des luttes à la lutte des classes

De la casse des luttes à la lutte des classes ils continuent à casser :

Le coup du jour férié : le 14 janvier est présenté en Conseil des ministres un projet de loi relatif à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées qui prévoit notamment la suppression d'un jour férié pour assurer le financement de nouvelles actions en faveur de l'autonomie des personnes âgées ou handicapées. Dès le 17 juin le Parlement adopte définitivement ce projet de loi instituant une "journée nationale de solidarité" et le 9 novembre Raffarin confirme que le lundi de Pentecôte ne sera plus férié en 2005 sauf en cas d'"exception culturelle locale". C'est une première mesure pour allonger le temps de travail, sempiternel sujet de pleurnicherie du Medef.

Ce n'est pas la dernière : en janvier, le rapport Virville propose notamment la création d'un **nouveau contrat de travail**, le **"contrat de mission" dont le terme serait lié à "l'obtention d'un résultat objectif ou d'un événement spécifique"**. En avril, c'est l'adoption d'un rapport de la mission d'information parlementaire sur les 35 heures qui se focalise sur **la remise en cause de la réduction du temps du travail** et s'oppose à la définition de la durée du travail par la loi. En décembre, Raffarin abat ses cartes et propose une série de mesures pour continuer le démantèlement des 35 heures. Dans le même temps, on fait des cadeaux : en février Raffarin tente de se concilier les restaurateurs en annonçant un plan de **1,5 milliard d'euros d'allègement de charges** à leur profit. En juin, c'est le projet de loi dit de « soutien à la consommation et à l'investissement » qui organise l'**exonération des droits de mutation sur les dons d'argent aux descendants** et diverses réduction d'impôt au titre de certains prêts à la consommation.

**Les cadeaux pour les uns,
le bâton pour les autres**

En février, le gouvernement concocte **un texte sur l'assiduité scolaire** qui prévoit toute une série de sanctions : amendes, commission de suivi etc. Le mois suivant, **on démantèle le revenu minimum d'insertion** en créant un revenu minimum d'activité. Et puis en juillet, les députés adoptent l'article 11 du projet de loi de réforme de l'assurance-maladie, qui instaure notamment **une franchise d'un euro** à la charge du patient à chaque consultation médicale : un pas minuscule pour Ernest-Antoine Seillière, une charge réelle pour les pauvres. ça n'empêche pas qu'on continue à détruire la mémoire collective et le 10 mars : l'éphémère Aillagon, ministre de la Culture et de la Communication, présente un projet sur la politique des archives nationales qui réussira à faire naître contre lui une large hostilité.

Et l'écologie direz-vous, ils ne détruisent rien dans ce secteur ? bonne question, ils y ont pensé : le 10 mai, le gouvernement publie une liste de **66 sites concernés par les essais de culture OGM**. Et, entre autres, le 25 juillet, les forces de l'ordre repoussent 400 faucheurs volontaires d'OGM dans la Vienne. De son côté, le 21 octobre **EDF annonce qu'elle va construire son premier réacteur européen à eau pressurisée (EPR)** à Flamanville dans la Manche. Le patronat français continue à faire preuve d'une efficacité légendaire : le 19 juillet, menacés d'une délocalisation de leur usine vers la République tchèque, 70% des 820 salariés du site Bosch de Vénissieux (Rhône) acceptent de passer aux 36 heures hebdomadaires sans compensation salariale.

Pendant ce temps-là, les libéralistes du gouvernement continuent leur offensive : le 1er juillet, c'est **l'ouverture à la concurrence européenne de 70% du marché français de l'énergie**. Le 21 juillet, c'est la présentation en Conseil des ministres du programme de réforme de la gouvernance des entreprises publiques, avec les projets de **transformation en société d'EDF et**

de GDF et la création de l'agence des participations de l'Etat. Le 1er septembre, Nicolas Sarkozy annonce **l'intention du gouvernement de céder au moins 9% du capital de France-Télécom**, ce qui équivaut à une privatisation. Et puis, il y a la « justice » où l'ineffable Perben (le copain de Michel Noir) s'en donne à cœur joie : Le 11 février : Le Parlement adopte définitivement le projet de loi, dit "Perben II", sur **"l'adaptation de la justice aux évolutions de la criminalité"**. mais le 3 mars le Conseil constitutionnel censure deux des dispositions de la loi en rapport avec la notion de "bande organisée" et l'audience à huis clos dans la procédure du "plaider coupable". La loi est cependant promulguée. et le 1er octobre, c'est **l'entrée en vigueur de l'une de ses principales dispositions "le plaider coupable"**. La justice française sera ainsi de plus en plus alignée sur les pratiques américaines. Ce gouvernement de rencontre ne s'en tient pas là et la cour d'appel de Paris décide le 23 juin de donner son approbation à l'extradition vers l'Italie de Cesare Battisti, ancien activiste Italien. La Cour de cassation confirme l'avis favorable à son extradition. Le 23 octobre le Premier ministre Raffarin signe le décret d'extradition.

On se bagarre

Les temps sont durs, mais on ne se laisse pas faire :

Le 7 janvier, c'est le **lancement de la pétition "Sauvons la recherche !"**, à l'initiative d'un collectif de directeurs de laboratoires de recherche, pour réclamer le versement des dotations de 2002 dues aux organismes de recherche, l'augmentation des postes ouverts au concours pour les jeunes chercheurs et la tenue d'"assises nationales" de la recherche. le 29 janvier, plusieurs milliers de chercheurs manifestent pour obtenir des crédits supplémentaires pour la recherche publique. Le 9 mars, c'est plus de 2.000 chercheurs d'organismes publics (directeurs et chefs d'équipes de laboratoi-

res) qui mettent leur menace à exécution en démissionnant collectivement de leurs fonctions administratives, pour protester contre la politique du gouvernement.

Côté mobilisations sociales, ça ne chôme pas : en avril, c'est la poursuite des **mouvements des intermittents du spectacle, des filières Sciences et techniques des activités physiques et sportives et des chercheurs**. Le 8 avril, il y a une **grosse journée d'action des syndicats d'EDF-GDF** réclamant le retrait de l'avant-projet de loi sur la transformation du statut des deux entreprises publiques. et ces luttes-là payent : le 15 avril, le tribunal de grande instance de Marseille condamne l'ASSEDIC Alpes-Provence et l'UNEDIC à maintenir le paiement des indemnités de 35 allocataires, dits "**recalculés**", qui avaient été exclus du système d'assurance chômage le 1^{er} janvier 2004. 75 tribunaux sont saisis de 2.000 autres dossiers. Dans un autre domaine, le 25 mai, c'est la **suspension de l'usage de l'insecticide Gaucho** pour le traitement des semences de maïs, pour cause de surmortalité chez les abeilles. Et ça se bagarre tous azimuts : en mai, **plusieurs dizaines de milliers de salariés d'EDF et de GDF manifestent à Paris** -tandis que plusieurs actions "coup de poing" sont menées un peu partout en France pour protester contre le changement de statut et l'ouverture du capital des deux entreprises publiques. En octobre, **260 élus de la Creuse, dont 28 maires, présentent collectivement leur démission** pour protester contre la fermeture programmée de plusieurs perceptions dans le département.

Tout cela se traduit dans les défaites électorales de la droite : en mars, aux élections régionales et cantonales, avec une forte participation (plus de 62%) et une forte poussée de la gauche, **la droite perd dans 20 régions sur 22** : parmi les virés : Giscard, Raffarin, Fillon, Longuet. Comme disait Ricet-Barrier, il y a longtemps, « *il y a des voluptés dans la vie* ». Et rebelote aux européennes. Et puis surtout le paysage politique est profondément modifié par la percée politique des Alternatifs aux cantonales : par exemple dans le canton de Mont-Saint-Aignan-Déville en Seine-Maritime, les Alternatifs multiplient par quatre leur score des législatives de 2002 et contri-

buent ainsi à la défaite de la droite. Ils en prennent à leur aise

En janvier, c'est le **secrétaire d'Etat aux programmes immobiliers de la Justice, Pierre Bédier, qui est mis en examen** dans une affaire d'attribution de marchés publics. A la fin du mois, le président de l'UMP **Alain Juppé est condamné** par le tribunal correctionnel de Nanterre à 18 mois d'emprisonnement avec sursis assortie d'une mesure d'inéligibilité de 10 ans dans l'affaire du financement illicite de l'ex-RPR. Il a raison de ne pas s'énerver puisque en décembre, la Cour d'appel de Versailles réduit sa peine à un an d'inéligibilité.

La Justice n'est donc pas implacable : la preuve c'est que le 15 mars, le juge d'instruction Philippe Courroye rend un **non-lieu dans l'enquête sur les "frais de bouche" de la Ville de Paris** sous la mandature de Jacques Chirac (500 balles de thé par jour quand même ... ! entre autres). Le non-lieu est confirmé en novembre par la cour d'appel de Paris, en raison de la prescription des faits. Alors si on peut faire des emplois fictifs sans problème, pourquoi se gêner? et en juillet le premier ministre décide de créer un Conseil d'analyse de la société, qui sera chargé essentiellement d'assurer la survie médiatique et financière de Luc Ferry, nommé président de cette instance nouvelle. Et après les esprits chagrins diront que ce gouvernement néglige la recherche...

Alors que ses membres ne cessent de chercher : ainsi **Dominique Ambiel**, le conseiller en communication du Premier ministre qui cherche fortune au milieu de la nuit auprès de jeunes roumaines prostituées. le 6 septembre, il **écope de 1.500 euros d'amende pour "solicitation de prostituée mineure"**. Vu ce que lui rapportent ses émissions « éducatives » à la télévision, ça fait la passe à pas cher.

Et pendant ce temps-là Il se passe des choses diverses : en février, les députés adoptent en première lecture, par 494 voix contre 36, le projet de **loi qui interdit le port de signes religieux "ostensibles" dans les écoles, collèges et lycées publics**. Plus de voiles, plus de croix, plus de kippa, ouf. Bon, on n'avait pas pensé aux Sikhs, mais on ne peut pas penser à tout. Pour les signes com-

merciaux « ostensibles » (Nike, Adidas, Machintruc) on verra plus tard. En février le Conseil emplois revenus et cohésion sociale (CERC) publie une étude qui recense **un million d'enfants de moins de 18 ans vivant en 1999-2000 sous le seuil de pauvreté** INSEE, soit environ 650 euros par mois en 2003. Mais ça ne provoque ni Téléthon, ni décisions législatives. En mars : Selon les données transmises par l'INSEE à la Commission européenne, **la dette publique de la France atteint 63% du PIB** en 2003 (58,6% en 2002) et le déficit public 4,1% du PIB en 2003 (3,2% en 2002). Décidément, on ne peut pas confier la gestion économique du pays à la droite. Ils sont à peu près aussi compétents que Ernest-Antoine Seillière quand il s'agit de gérer, Valeo ou AOM. Enfin, pas tous, il y a aussi des patrons rusés : Le 11 mars, le groupe **Dassault annonce le rachat de 80% de la Socpresse**, qui possède notamment *Le Figaro*, *L'Express*, environ 30% de la presse quotidienne régionale sans oublier le Football Club de Nantes. Il y a même des affairistes rusés : en avril le repris de justice **Nicolas Miguet, réussit à se hisser à la tête d'Eurotunnel** dont les petits actionnaires ont quelques sujets de mécontentement. Et puis la vie va : le 23 avril aux confins de la Moselle et de la Sarre, c'est la **fermeture de la dernière mine de charbon française**, "La Houve". Dans ce long fleuve tumultueux, parfois certains déjantent : en juillet le Premier ministre israélien **Ariel Sharon exhorte les juifs de France à émigrer "aussi vite que possible"** en Israël pour échapper à "*la montée de l'antisémitisme le plus violent*". On ne peut pas tout dire, il s'est passé bien des choses encore en 2004. Le 7 avril on a retrouvé les débris de l'avion de saint-Ex. Le 22 juin, la chorale Ternative de Rouen a sorti son fameux CD « chant pour chant à gauche ». le 10 août Emmanuel Coindre a battu le record de la traversée de l'atlantique nord à la rame en 68 jours. Le 14 décembre le viaduc de Millau a été inauguré et un commentateur télé a déclaré que c'était un coût énorme (594 millions d'euros). La veille on avait appris que Canal plus acquerrait l'exclusivité des droits de retransmission du football pour 600 millions d'euros. On vit une époque formidable. ■

Jean-Paul HÉBERT
(de Seine-Maritime)

Les raisons d'une défaite

Comprendre les raisons d'une défaite pour gagner les prochaines batailles.

La fédération des Syndicats Sud Energie publie un cahier d'analyse du mouvement social contre le changement de statut d'EDF-GDF. Le but est d'analyser les raisons de l'échec du mouvement de l'été 2004 pour « **gagner les prochaines batailles** ». Extraits.

Le 29 juin 2004, le projet de loi transformant EDF et GDF en Sociétés Anonymes était voté à l'Assemblée Nationale.

En dépit d'une très forte mobilisation du personnel qui s'est étalée sur de long mois, nous avons perdu la bataille. Cette défaite, qui s'ajoute à d'autres, aura des conséquences désastreuses pour le Service Public de l'énergie et pour ses agents et au-delà, pèsera sur les rapports de forces globaux dans la société. Nous ne faisons pas partie de ceux qui minimisent l'importance de cette défaite, en arguant des soi-disant « avancées » obtenues par le personnel au cours du conflit. L'exemple de France-Télécom, totalement privatisée aujourd'hui, est là pour le rappeler : aucune confiance ne peut être accordée aux promesses faites par le gouvernement et les directions. Le changement de statut de nos deux entreprises étant acté, ceux-ci s'engageront toujours plus dans la voie de la destruction du Service Public et des acquis de ses salariés. En disant cela nous ne voulons pas sombrer dans le défaitisme. Tout au contraire, en militant-e-s responsables, nous souhaitons comprendre pour agir. Nous voulons analyser, décortiquer et comprendre les raisons de cet échec pour mieux « nous en sortir », pour préparer comme il se doit les combats futurs. C'est l'objectif de la brochure publiée par les syndicats Sud Energie, qui bien sûr n'épuise pas le débat.

Pour SUD-Energie, cette défaite n'était pas inéluctable : nous pouvions gagner la bataille du Service Public de l'énergie. En analysant les rapports de force en présence, les forces et faiblesses des « privatisateurs », les forces et faiblesses du personnel d'EDF-GDF, nous voulons montrer que le personnel avait la volonté et les moyens de faire reculer le gouvernement.

Pour nous, c'est d'abord la stratégie des fédérations syndicales « représentatives », la CGT, la CFDT, FO et la CFTC regroupées dans l'Interfédérale, qui a

mené à l'échec. L'incapacité de cette stratégie faite « d'actions multiples et de temps forts » à faire céder le gouvernement était évidente, au regard des expériences des conflits de ces dernières années et en particulier de celui des retraites en mai-juin 2003. Pourtant, l'Interfédérale a toujours refusé de la remettre en cause et de s'orienter vers la seule stratégie susceptible de faire reculer le gouvernement et les directions : la préparation et l'appel à la grève nationale, unitaire et reconductible de l'ensemble du personnel d'EDF-GDF. Ce faisant, l'Interfédérale porte au final une énorme responsabilité.

Cette stratégie d'action a reposé sur l'idée qu'il était possible de négocier pour qu'EDF-GDF reste à 100% public sans obtenir le retrait du projet. Cette position a d'ailleurs été clairement présentée par JC Le Duigou (n°2 de la confédération CGT) au journal *Libération* en plein mois de juin : « *L'important pour nous, c'est que, quel que soit le statut, aucun intérêt privé n'entre dans EDF et GDF* ». L'Histoire est toujours un enjeu, c'est pour cela que l'Interfédérale et en particulier la fédération CGT, la plus influente aujourd'hui, cherche à présenter un bilan « globalement positif », en terme de résultats, de cette stratégie.

Mais les faits sont têtus. Et les militant-e-s et agents qui se sont massivement mobilisés souhaitent aujourd'hui tirer un bilan précis. Nous le leur devons. C'est un désir qui est d'ailleurs acté par les « analystes sociaux » de nos Directions. Dans un document interne² réalisé d'après les remontées des chefs de SRH des centres DEGS il est dit : « ...les revendications explicitement portées par les organisations syndicales ont pour l'essentiel été largement battues en brèche. L'ouverture du capital, le changement de statut des deux entreprises, sans oublier la réforme du régime de retraites, sont actés. L'instant est suspendu, les vacances sont là. Mais, quelques signaux faibles donnent à penser que les fédérations syndicales auront à consentir des efforts de pédagogie et de communication auprès de leurs adhérents, voire plus largement auprès des personnels qu'elles influencent, pour maintenir leur crédibilité. D'ores et déjà, des militants ou des sympathisants CGT

dénoncent la stratégie ambivalente de leur fédération qui tout en affichant des revendications radicales, continuait à négocier tant avec les Ministères de tutelle qu'avec les Directions de groupes. Par endroit, il flotte comme un air de désillusion : « La bataille est perdue, mais il n'a y a pas eu de « guerre » ou alors un simulacre. Le sentiment que « le local a été utilisé » prédomine parfois. » (page 6)

Et juste après avoir annoncé que nous avons remporté la « bataille de l'opinion » ou engrangés de nouveaux droits, les mêmes leaders syndicaux sont obligés d'exprimer leur déception via des communiqués de presse rageurs. Avec l'annonce de l'ouverture du capital avant la fin de l'année le gouvernement et le patronat ne respecteraient pas leur engagement. Ils font ainsi apparaître que les négociations-marchandages, qu'ils n'ont cessé de mener durant tout le conflit, ont été un vaste marché de dupes duquel ils ne sortent pas grandis. Cela pourrait paraître risible si la leçon de réalisme ne se faisait au détriment des agents et bien au-delà de tous les salarié-es et des usagers.

Car les agents se sont mobilisés, ont agi collectivement, ont montré une grande disponibilité pour l'action et c'est précisément pour cette raison qu'il est indispensable d'interroger la stratégie qui a été menée et ses résultats. C'est pour cette raison que nous leur devons de proposer notre propre bilan.

Notre objectif n'est donc pas de régler des comptes mais bien plutôt d'offrir des éléments d'analyse pour toutes celles et ceux qui se sont battus, ont investi, ont espéré et entendent poursuivre le combat syndical dans le nouveau contexte ouvert par le changement de statut.. C'est le sens de cette brochure que nous mettons à la discussion de toutes celles et ceux qui ont fait leur cette lutte. ■

Fédération des Sud énergie

1. Libération 14/06/04

2. Regard sur le social n°39. 12/07/04

Cette brochure est téléchargeable sur le site de Sud Energie <http://www.sudenergie.com>, ou peut être commandé auprès des SUD (2euros la brochure)

Oubliés de tous

Du 3 au 6 Décembre dernier, à l'initiative de L'A.J.P.F. (Association pour la promotion des Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les Villes de France'), j'ai participé à un déplacement dans des camps de réfugiés au Liban. Nous étions trois élus municipaux de Douar-nenez, dont la Maire de notre Ville, au sein d'une délégation d'une trentaine de personnes

représentant les Collectivités de Bagnolet (93), déjà jumelée avec Chatila; Mitry Mory (77); Avion (62), jumelée avec Burj el-Barajneh; Douar-nenez, bien sur, sans oublier la présence d'un ami belge dont la Ville est intéressée par ce type de démarche.

Difficile d'exprimer en quelques phrases la richesse des rencontres faites au cours de cette trop courte visite. Y a-t-il

seulement des mots pour traduire, au delà de la nécessaire solidarité avec le Peuple palestinien, ce qui fut un grand moment d'émotion? Même si cela n'avait rien à voir avec ce que vivent nos amis qui participent aux missions civiles dans les Territoires occupés et s'y engagent auprès de la population palestinienne.

Un système politique bloqué ?

Le système politique libanais se caractérise par un mode de répartition très particulier des pouvoirs entre les différentes communautés religieuses du Pays. C'est ainsi que le Président de la République est obligatoirement chrétien maronite; le Premier Ministre, musulman sunnite; le Président de l'Assemblée nationale, musulman Chiite... Une répartition qui a une valeur quasi-constitutionnelle et il y a 17 communautés religieuses qui émergent ainsi peu ou prou aux diffé-

rentes institutions. C'est aussi un Pays où il y a un poids considérable des "grandes familles" sur la vie politique, qu'elles soient chrétiennes ou musulmanes. La démographie de ces communautés n'ayant pas les mêmes rythmes, on voit qu'il s'agit là d'un équilibre très fragile qui éclaire largement les causes de la guerre civile qui a déchiré le Liban de 1975 à 1990 (au moins autant que la présence palestinienne dans ce Pays). Autre indicateur de la démocratie libanaise, il n'y avait pas eu d'élections municipales depuis...1963. Les élections locales ont été rétablies en 1998. Lors du premier renouvellement des conseils municipaux, au printemps 2004, il y a eu une sensible poussée des partis progressistes, mais aussi du Hezbollah. Mais, attention! Les partis



À RASHIDYEH

progressistes libanais ne correspondent pas forcément à nos références politiques européennes. Quant au Hezbollah, si c'est un mouvement religieux chiite, il tient aussi un "discours social" qui attire les déshérités et certains de ses cadres viennent de formations marxistes!

A noter enfin que le Liban va bientôt connaître des élections législatives dont les enjeux semblent tourner tant sur la démocratisation de la vie politique que sur les relations syro-libanaises; une question là aussi plus complexe que ce que nous pouvons percevoir ici.

Être Palestinien au Liban

C'est loin d'être un long fleuve tranquille; plutôt une situation de "non-droit", en raison d'une Législation libanaise extrêmement restrictive.

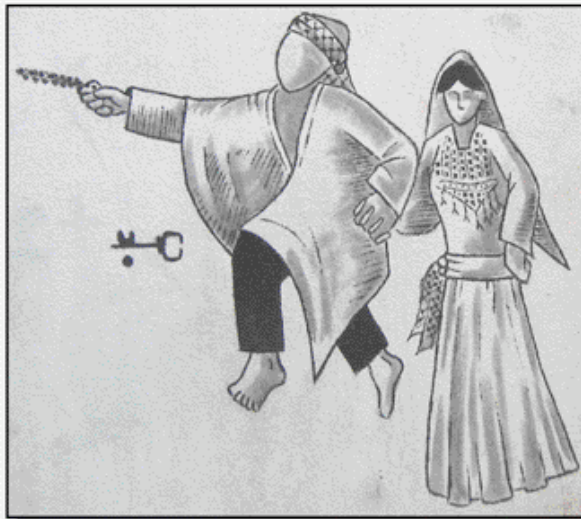
C'est ainsi que les réfugiés se voient interdire l'accès à 73 professions aussi diverses que comptable, coiffeur, enseignant, cuisinier, médecin... Ils ne peuvent obtenir la nationalité libanaise même s'ils le souhaitent. Le droit de propriété ne leur est pas reconnu, le droit d'hériter non plus: Après la première guerre israélo-arabe, en 1948, quelques réfugiés de la première génération avaient pu acheter des mai-

sons au Liban; leur droit de propriété sur ces biens ainsi que le droit de les transmettre à leurs enfants leur sont aujourd'hui contestés. Ils ne sont pas non plus autorisés à introduire des matériaux de construction dans les camps.

De tels interdits, et parce qu'il faut bien vivre et faire vivre sa famille, condamne l'immense majorité de la population palestinienne du Liban (estimée entre 250 000 et 400 000 habitants selon les sources) au chômage ou au travail noir; à la précarité absolue; à survivre confinés dans des camps surpeuplés, construits de brique et de broc avec des matériaux de mauvaise qualité, sans respect possible des normes de sécurité élémentaires. ■

Nous avons ainsi pu nous rendre dans le camp de Chatila : Plus de 15 000 habitants dans un quadrilatère de 200 mètres de côté, soit l'équivalent de 4 terrains de foot! Camp martyr et lieu emblématique de la cause palestinienne en raison des massacres de civils qui y ont été perpétrés, une première fois, en 1982 par les phalanges chrétiennes sous la protection des troupes israéliennes commandées alors par Sharon; et une seconde fois en 1985, lors de la "guerre des camps", quand les milices du Mouvement chiite pro-syrien Amal ont voulu éradiquer la présence politique de l'O.L.P.

au Liban. Le nombre des victimes de ces massacres, ensevelies au bulldozer pour certaines d'entre elles, reste largement im-précis, mais il se chiffre par centaines. Et c'est avec une intense émotion que se déroule la visite, incontournable, des deux cimetières du camp; cimetières dont l'un, installé au détour d'une ruelle au rez de chaussée



SUR LES MURS DE CHATILA

d'un immeuble d'habitation de plusieurs étages, renferme la sépulture de près de 600 personnes, hommes, femmes et enfants.

Puis ce fut au cours de ces 4 jours sur le sol libanais la visite des camps de Baddaoui et Nahr el-Bared près de Tripoli, à 80 km au nord de Beyrouth; celle du camp d'Ayn el-Helweh dans la

banlieue de Saïda, le grand port du Sud-Liban; celle enfin du camp de Rashidiyé, à quelques km de la ville de Tyr. Sans oublier nos échanges avec les Maires -libanais- de Tripoli et de Saïda ainsi qu'avec Mr. SAAD, député de cette Ville. Sans oublier enfin la visite, commentée par trois anciens détenus, de l'ancienne prison de Khiyam, à deux pas de la Galilée; sinistre lieu de détention tenu par l'armée du Liban sud, milice à la solde de l'armée israélienne pendant la période où celle-ci a occupé cette région du Liban (de

1978 à 2000). De l'ordre de 5 000 personnes, dont 400 à 600 femmes, résistants libanais ou palestiniens mêlés, y ont été emprisonnées et torturées sans distinction de sexe. Une prison hors la Loi, où les conventions de Genève n'étaient bien évidemment pas appliquées et à laquelle les représentants de la Croix Rouge Internationale n'ont pu



DANS LES RUES DE CHATILA

avoir accès que sur le tard. C'est donc un séjour d'une densité peu commune que notre délégation d'élus et d'acteurs locaux français a accompli; un séjour qui n'a rien du "voyage touristique" tant on est ébranlé, au plus profond de soi, par les témoignages de nos amis palestiniens et libanais et par les lieux où se sont déroulés tous ces drames.

un sentiment de révolte

Ce qui ressort de ce déplacement, c'est d'abord un sentiment absolu de révolte devant la situation matérielle des réfu-

-giés vivant dans ces camps. Ils sont "les oubliés de tous".

Certes, depuis la fin de la guerre civile libanaise, leur existence est "militairement" moins menacée. Contrairement à la population de Cisjordanie ou de Gaza, ils ne subissent pas la violence de l'occupation. Mais les conditions de la vie quotidienne dans les camps du Liban sont dramatiques, insoutenables: Confinement dans des espaces surpeuplés; délabrement des réseaux électriques, d'eau potable et d'assainissement; privation des droits civils les plus élémentaires, comme le droit au travail, qui réduit ces familles à une précarité absolue. Les ruelles des camps sont sillonnées de câbles électriques aériens qui tissent de véritables toiles d'arai-

-gnée. Quand il pleut, cela provoque des arcs électriques et il n'est pas rares qu'il y ait des électrocutions, notamment chez les enfants.

Mais ce qui est encore plus remarquable, c'est la détermination tranquille dont font preuve les réfugiés palestiniens au Liban. Il y a chez eux une vraie soif de vie et d'échange; un enthousiasme et une confiance en l'avenir qui

"soulèveraient les montagnes". Il y a surtout chez eux un sens profond de la dignité. Partout où notre délégation est passée, nous avons entendu les mêmes mots: "le Peuple palestinien ne demande pas la charité, il demande la reconnaissance de ses droits". Personnes en situation de responsabilité ou simples citoyens, tous ont insisté sur le fait que les jumelages qu'ils souhaitent avec les Collectivités locales européennes, ce n'est pas pour faire de "l'humanitaire", c'est d'abord pour faire avancer la prise en compte de la cause palestinienne par l'opinion internationale.



CHATILA

L'espoir d'une vie normale

C'est pourquoi leur revendication fondamentale reste la reconnaissance du droit au retour des réfugiés, tel que ce droit a été énoncé par la résolution 194 des Nations Unies du 11 Décembre 1948 après la première guerre israélo-arabe; une résolution qu'Israël, Etat

membre de l'O.N.U., n'a bien sur jamais appliquée et dont il ne reconnaît même pas la validité. Sans doute qu'une majorité des palestiniens en exil n'est pas prête à retourner vivre à l'intérieur des frontières de l'Etat d'Israël; mais la reconnaissance du droit au retour est pour eux une question de principe, la reconnaissance de l'injustice qu'ils ont subi.

Mais ce que les réfugiés palestiniens au Liban veulent aussi, c'est de pouvoir vivre normalement et dignement sur cette terre qui les a accueillis. C'est de pouvoir jouir des droits civils de tout un

chacun, comme le droit de travailler;

c'est de pouvoir sortir d'un état chronique de misère dans lequel ils sont relégués en

raison, pour partie, d'une législation libanaise discriminatoire.

Mais les choses sont peut être à la veille de bouger au Liban. La

question de la place réservée aux réfugiés palestiniens fait débat sur la scène politique libanaise. Les Maires

de Tripoli et de Saïda comme le député de cette Ville nous ont

fait part de leur préoccupation sur la situation des camps et de leur souhait de voir

évoluer rapidement la législation de leur

Pays. De ce point de vue, il nous a été rapporté l'importance des

jumelages entre les camps et les

Collectivités locales européennes: Les partenariats amorcés,

notamment en matière de développement et de soutien

à la vie quotidienne de la population interpellent fortement les autorités libanaises et les incitent à bouger. C'est ce que nous ont confirmé les responsables palestiniens au Liban en souhaitant que nous puissions, de retour en France, continuer à interpeller les autorités libanaises en vue d'aboutir à une "normalisation" de la situation des populations palestiniennes dans ce Pays.

INTERNATIONAL

LIBAN

Car la France, son Gouvernement et, spécialement le Président de la République, bénéficient au sein de la population palestinienne au Liban d'une aura qu'on a peine à imaginer ici. Chez les officiels palestiniens, c'est loin d'être un discours convenu, mais une vraie reconnaissance. Mais cet engouement pour la France s'exprime tout aussi fortement chez le citoyen ordinaire, par quelques mots échangés dans la rue et un accueil d'une chaleur extraordinaire. Nos interlocuteurs pales-

au rôle que la Syrie continue de jouer au Liban. Tout en souhaitant une redéfinition des rapports syro-libanais et une évolution du système politique libanais dans un sens plus démocratique, ces élus s'inquiétaient de voir la France se rallier à une résolution d'inspiration américaine, véritable ingérence dans les affaires libanaises qui, pour eux, s'inscrit dans le projet de "Grand Moyen Orient" défendu par Bush et qui sert de base idéologique à l'intervention US en Irak.



UNE STATION DE TRAITEMENT DES EAUX

teniens nous ont aussi indiqué que, grâce aux jumelages citoyens entre les camps et les Villes européennes, grâce aux échanges directs entre individus, le regard des habitants des camps sur les délégations européennes a changé, passant d'une certaine hostilité, nourrie de l'impression que leur situation était un "sujet d'observation", à une vraie sympathie. Il serait dommage que le Gouvernement français dilapide ce capital de sympathie par une réorientation inconsidérée de sa politique moyen-orientale. A ce titre, certains élus libanais rencontrés nous ont fait part de leur incompréhension à propos du vote par la France de la récente résolution 1759 des Nations Unies relative

La Ville de Douarnenez a, de longue date, apporté son soutien au peuple palestinien, notamment au travers de séjours d'enfants depuis 1982 et le siège de Beyrouth. Mais c'était sa première approche de ce type de partenariat avec un camp; partenariat qu'elle envisage aussi avec une Ville du Kurdistan de Turquie. Il va lui falloir maintenant concrétiser en mobilisant sa population et ses réseaux associatifs, en espérant que de nombreuses Collectivités françaises s'engagent aussi dans cette aventure qui donne une autre dimension au concept de "mondialisation" ■.

Jean Louis GRIVEAU
(1) A.J.F.P., Mairie de MONTAIRE, 60160

FSM 2005

Le premier Janvier, à Porto Alegre comme dans le reste du Brésil, se déroulaient les cérémonies de prise de fonction des maires et des équipes municipales. Le lendemain le secrétariat du nouveau maire de Porto Alegre, Jose Fogaca, annonce le "gel de toutes les décisions" prises par les instances du budget participatif. Ceux qui gardaient quelques illusions sur cette nouvelle équipe sont désormais au parfum. Budget Participatif et Forum Social Mondial ont été au cœur de la campagne. Hier critiqués avec une violence peu commune, ils ont été soutenus avec démagogie par le candidat Fogaca lors de la fin de campagne électorale. Aujourd'hui "la presse de Fogaca" accuse les organisateurs du Forum de détournement d'argent. Les relations entre le FSM et la nouvelle municipalité ne sont donc pas des meilleures.

Malgré cela les travaux d'installation de la cinquième (et probablement dernière à Porto Alegre) édition du Forum vont bon train.

Du 26 au 31 Janvier l'évènement se déroulera au centre de la ville, dans des espaces aménagés au bord du lac Goiba. 250 auditoriums et salles pour les débats sont en cours de construction. Les structures, d'une capacité de 50 à mille places chacune totaliseront 150 000 mètres carrés. Plus de deux mille activités sont prévus sur onze espaces thématiques.

Les techniques de bio-architecture sont valorisées pour monter ces espaces. En plus des structures habituelles, des matériaux comme la paille et l'eucalyptus sont utilisés. Des militaires engagés

dans le programme gouvernemental "soldats citoyens" travaillent à la construction, la main dans la main avec des militants du MST, pour une formation réciproque. Les travailleurs et entreprises de l'économie solidaire bénéficieront d'une installation de 46 000 mètres carrés au cœur de l'évènement.

150 000 participants sont attendus de toutes la planète pour échanger et construire un "autre monde possible". La -maintenant-traditionnelle marche d'ouverture devrait être à nouveau un grand moment d'émotions pour tous.

Le président Luiz Inacio Lula Da Silva, invité par l'ONG Global Call to Action Against Poverty doit participer au séminaire sur les politiques publiques et le combat contre la pauvreté le 27 Janvier. Il devrait présenter ses projets et propositions et participer au débat. La même ONG a aussi invité le premier ministre espagnol Zapatero pour un large débat sur le rôle des institutions dans la lutte contre la pauvreté.

Hugo Chavez président vénézuélien, le 30 janvier, à l'invitation de divers mouvements sociaux latino, devrait débattre des alternatives en Amérique latine aux projets nord-américains comme l'ALCA.....Il doit également participer au lancement d'un projet en faveur des semences traditionnelles organisé par le réseau Via Campesina.

Et puis ... une délégation d'une vingtaine d'Alternatifs sera présente et organise plusieurs réunions et rencontres sur place. Comme tous les ans, Rouge & Vert se fera l'écho de cette rencontre internationale. ■

R.O.LEBRETON

Acampamentos

Attaqué régulièrement dans la grande presse, le Mouvement des paysans sans terre (MST) a récemment été la victime d'un reportage partial tentant de démontrer que les sites gérés par le M.S.T sont des lieux d'endoctrinement idéologique aux pratiques sectaires (oubliant au passage d'enquêter sur les églises évangéliques qui,

elles, gangrèment totalement la société brésilienne). Ayant eu l'occasion de visiter deux Assentamentos de l'état de Santa Catarina, Alexandro Preste De Souza et Rémy Q. Lebreton ont mené l'enquête pour Rouge & Vert (et comment ainsi l'article paru dans nos pages sur l'actualité de la réforme agraire brésilienne).

Processus permanent visant une transformation de la réalité sociale quotidienne, l'éducation est au coeur du mouvement à travers de multiples actions d'alphabétisation, d'éducation primaire et secondaire, de formation technique et professionnelle. 35 000 enfants et adolescents sont ainsi scolarisés dans des écoles et collèges reconnus par l'Etat, et sont formés à l'agriculture. La crèche est cooperative: à tour de rôle les mères gèrent le quotidien des enfants libérant les parents pour d'autres tâches. L'école de l'assentamento, initiative du mouvement, accueille les plus grands. Ses enseignants sont financés par le Programme National d'Education de la Réforme Agraire.



Près de 150.000 familles de paysans sans terre vivent aujourd'hui dans des conditions décentes et n'ont plus à rendre de comptes qu'à eux-mêmes. Pour

chaque famille installée, une habitation confortable est construite. Ces familles vivaient généralement sur les routes ou dans des habitations de fortune précédemment.



L'organisation repose sur un système de coopératives: 45 au niveau local et 8 au niveau national. Les groupements paysans respectent l'indépendance de chacun autour de services communs : utilisation partagée des moyens de pro-

duction, groupes de travail collectif, associations d'achat et d'utilisation de véhicules, coopératives agricoles de production. La marque "terra viva" commercialise les produits du M.S.T. Dans cette usine installée sur l'assentamento et financée par le mouvement et des capitaux privés on transforme ou on emballe le lait collecté dans toute la région. Le Mouvement est intégré à l'économie locale.



Soulignons le rôle important joué par les femmes qui se sont engagées totalement dans la lutte, à égalité avec les hommes, dans un pays où elles sont traditionnellement l'objet d'une forte discrimination sexuelle les écartant des prises de décision. La coopagro gère la production agricole de manière collective optimisant ainsi les capacités productives tandis que d'autres membres de l'assentamento ont choisi le travail individuel.

Depuis 1975, et plus spécifiquement depuis 1984, date officielle de sa fondation, le Mouvement des Sans Terre demande que les terres non-exploitées des "fazendeiros" soient attribuées aux paysans.

Aujourd'hui 100 000 familles sont actives au sein du MST soit 500 000 personnes. Il s'agit d'un mouvement social puissant, qui concerne la quasi-totalité des Etats brésiliens, et qui jouit d'une grande popularité urbaine relayée par de nombreux mouvements politiques et syndicaux, et par la Commission Pastorale de la Terre, émanant de la Conférence épiscopale. Le Mouvement a provoqué une prise de conscience sur l'urgence de la réforme

agraire. Privilégiant l'autosuffisance alimentaire, le Mouvement des paysans sans terre cherche d'abord à nourrir ceux qui travaillent la terre. Pacifique, il base son action sur la négociation ou la pression sociale organisée : il appuie l'installation de paysans sans terre en campements provisoires - "acampamentos" - sur des terres non exploitées, obtient des parcelles en jachère sur lesquelles s'établissent les paysans sans terre bénéficiaires de la réforme agraire - "assentamentos".

Fin 1996, plus de 40 000 familles vivent dans 244 "acampamentos" et 1 564 "assentamentos" rassemblent 145 000 familles, sur près de 5 millions d'hectares

mis en valeur. En 1995, 140 000 familles étaient installées sur 7 millions d'hectares légalement expropriés. Une goutte d'eau dans l'océan, si l'on pense que 4,5 millions de familles restent sans terre et que 416 millions d'hectares sont toujours en friche. Aujourd'hui, près de 150.000 familles, grâce à ces actions, ont retrouvé une terre et la dignité. Elles se regroupent en "assentamentos". Le mouvement cherche d'abord à nourrir ceux qui travaillent la terre : se nourrir est un impératif dans un pays où 32 millions de personnes sont sous-alimentées et privilégie le principe de l'autosuffisance alimentaire : pas question de s'engager dans la monoculture soumise aux caprices du marché. ■



Dans un pays grand comme seize fois la France, 1% à peine des propriétaires terriens possèdent plus de 43% des terres. A l'autre bout de l'échelle, 53% des paysans possèdent moins de 3% des surfaces cultivables, un chiffre auquel il faut naturellement ajouter 12 millions de paysans sans terre. Seules 14% des terres sont utilisées pour la production : 35 083 grandes propriétés restent improductives, soit 153 millions d'hectares, un territoire équivalent à la France, l'Espagne, l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche réunis.



L'entrée de l'assentamento Sepe Tiaraju, du nom d'un fameux chef indigène, marquée par l'inscription "La terre ne se donne pas, elle se conquiert" symbolise la forte politisation des participants au Mouvement des sans terre. La formation politique et syndicale est un pilier du mouvement.



Privilégiant la diversification des cultures contrairement aux grands propriétaires terriens, le Mouvement des paysans sans terre cherche à nourrir la population en priorité et privilégie le principe de l'autosuffisance alimentaire. Il rejette la monoculture et les productions d'exportations soumises aux caprices du marché. La diversité de la production visible sur la photo (beurre, poulet, miel, légumes, œufs, fruits) et l'intégration locale garantissent la réussite de l'installation de l'assentamento.



Chose rare au Brésil, grâce à l'organisation collective du travail, ces agricultrices ont une journée de libre par semaine. Une animatrice municipale enseigne le travail artisanal. La détente et le loisir sont les objectifs principaux de cette activité mais ils n'excluent pas la possibilité de produire dans l'avenir un revenu complémentaire par la vente des produits fabriqués.



L'autoconstruction d'un poulailler artisanal, où le confort et la qualité de vie des animaux et des paysans sont privilégiés, illustre également l'esprit qui domine les choix d'investissements productifs. Les races et techniques traditionnelles sont valorisées au côté de technologies plus modernes comme la rationalisation de l'alimentation, la surveillance sanitaire.....



REPORTAGE

MST

Le vétérinaire du Mouvement intervient dans les huit assentamentos de la région. Il a un rôle de formation théorique et de conseil aux agriculteurs d'une part et d'intervention sanitaire d'autre part. Son poste est financé par l'état fédéral. Ce veau, victime de diarrhée et déshydraté, peut contaminer les autres animaux. Il faut alors lui administrer un sérum.



L'expérimentation locale et la protection environnementale font partie du quotidien des participants aux assentamentos.

Gestion écologique des déchets, production de semences biologiques, reboisement, production de traitement phytosanitaire sont quelques exemples des initiatives déjà prises. Ici un agriculteur produit dans le fond de la serre pépinière un fertilisant biologique fait de minéraux et de matières organiques.

Tout ceci participe à la conquête de l'autonomie des agriculteurs. ■



Alexandro Preste De Souza
et Rémy Ø. Lebreton

Un projet rouge et vert

Contribution introductive au débat du mercredi 12 janvier

Le mouvement ouvrier du 20ème siècle s'est construit sur une vision « progressiste » de la société, sur la foi dans le développement des sciences et techniques, sur le souhait de voir croître les « forces productives ». Le développement de la production était donc considéré, notamment par les courants de matrice marxiste, comme gage d'amélioration immédiate, et plus encore future, des conditions de vie des classes populaires, et comme base d'une autre société. Les préoccupations liées à l'environnement n'étaient cependant pas absentes (hygiène et sécurité dans l'entreprise, amélioration des conditions de logement etc.) mais la vision d'ensemble était résolument productiviste. Sur le fond, cette démarche productiviste était commune aux tenants du capitalisme et à ceux de son abolition (en témoigne par exemple le « compromis historique » entre le gaullisme la CGT et le PCF autour du programme électronucléaire civil, même si, bien entendu, les visions de la société future restaient contradictoires. Cette vision est à remettre radicalement en cause à la lumière des « dégâts de ce progrès » dans les pays capitalistes comme dans les dictatures bureaucratiques qui se réclamaient du communisme.

Le concept de lutte des classes n'a, en

revanche pas pris une ride, même si la globalisation marchande et l'émiettement des classes populaires le rendent moins lisible. Si tous les exploité-e-s, tant s'en faut, n'ont pas conscience du caractère structurant de cet affrontement permanent, les grands groupes capitalistes et leurs commis gouvernementaux mènent avec une grande cohérence le combat pour faire reculer les droits sociaux, casser les solidarités, abaisser le coût du travail, précariser toujours plus pour dominer toujours plus. L'identité rouge des Alternatifs se situe donc, en continuité des courants radicaux du mouvement ouvrier sur le terrain de la lutte des classes.

A partir des années 60 et 70, la conscience a grandi des atteintes à l'environnement dans le monde entier, d'une course insensée à la consommation dans les pays développés, au mépris de l'avenir de la planète et de celles et ceux qui y vivent ; Des courants de l'écologie politique se sont réclamés d'un « nouveau paradigme vert » c'est-à-dire d'une grille de lecture organisant leur vision de la société et leur stratégie autour du refus du productivisme (pour simplifier). La gauche politique, syndicale, associative a réagi de manière

différenciée à ce défi. Après une période de défiance, voire de rejet, la tendance est à ajouter un volet écolo au programme, dans les courants modérés (comme le PS) comme pour ceux de matrice marxiste (PCF, LCR).

Pour les Alternatifs il ne s'agit pas de substituer une grille de lecture « verte » à une grille « rouge » ou de prendre en compte à la marge la dimension antiproductiviste, mais de travailler à une stratégie et un projet rouge et vert. Emancipation sociale et vision d'ensemble du devenir de l'humanité et de la biosphère ne peuvent être découplées. Ce qui doit conduire à penser un nouveau projet, un « écosocialisme » ? et à en tirer toutes les conclusions en terme de luttes aujourd'hui et de programme à moyen et long terme. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

**MERCREDI 12 JANVIER
REUNION DE DEBAT**

40, rue de Malte Paris 11e
(métro Oberkampf)

19h-19h45 pot d'accueil

19h45-21h30 débat

les Alternatifs :

un projet rouge et vert

CONGRES NATIONAL DES ALTERNATIFS

3, 4 et 5 Juin 2005 en Ardèche

THEMES (non hiérarchisés) en débat pour notre orientation

- ◆ *Comment rassembler et développer les multiples initiatives et pratiques alternatives ; comment construire avec ces mouvements une perspective et une force politiques ?*
- ◆ *Les Alternatifs : identité et projet.*
- ◆ *Bush et Sarkozy : un « fascisme » du XXIème siècle ?*
- ◆ *2007, les élections, les Alternatifs ; pourquoi faire et comment ?*
- ◆ *Comment fonctionnent les institutions et les organisations politiques et sociales ? Comment voulons nous que fonctionnent les Alternatifs ?*

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution. Pas un "grand soir", mais **une révolution longue** s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et **un projet autogestionnaire** qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes.

C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Écologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. Le développement durable et solidaire est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux: une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps.

égalitaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur.

Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par

nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir. Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste.



L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

Rouge&vert, le journal des Alternatifs
40, rue de Malte 75011 Paris

Courriel : contact@alternatifs.org tel. 01 43 57 44 80
fax. 01 43 57 64 50 site : www.alternatifs.org
Commission paritaire n°1108 P 11445 ISSN 1146-3961
Directeur de publication : J.J. Boislaroussie, Coordination
et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro : J.Arnéguy, J.J.Boislaroussie, A.Gauthey, J.L.Griveau, P.Guguenheim, Gwenlan, J.P.Hébert, R.Q.Lebreton et H.Mermé F.Préneau,

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs). SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : Roland Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 70 80 96

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE,

POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPER

ABONNEZ-VOUS,

REABONNEZ-VOUS

A ROUGE ET VERT*

POUR 4005



ABONNEMENT

Nom Prénom

Adresse

40 Euros seulement ! Chèques à l'ordre de Rouge et vert journal

Et tout ! Le chèque et le bulletin, en metra dans une enveloppe pour Les Alternatifs, 49, rue de Malte 75011 Paris



(* ET LA LETTRE DES ÉLUS ALTERNATIFS)